



# Assemblée générale

Distr. générale  
28 décembre 2020  
Français  
Original : anglais

## Conseil des droits de l'homme

### Quarante-sixième session

22 février-19 mars 2021

Points 2 et 3 de l'ordre du jour

### Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétaire général

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme,  
civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,  
y compris le droit au développement**

## Droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques

### Rapport du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme

#### *Résumé*

Le présent rapport, qui couvre la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2020, est soumis en application de la résolution 43/8 du Conseil des droits de l'homme. Il rend compte des faits nouveaux pertinents concernant les organes et les mécanismes des droits de l'homme du système des Nations Unies et des activités menées par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) qui contribuent à la promotion et au respect des dispositions de la Déclaration sur les personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, ainsi que des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme applicables en la matière. Le rapport fait valoir notamment que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), tout particulièrement pour les minorités, a eu toute une série de répercussions néfastes. Il recommande aux États de prendre d'urgence des mesures pour améliorer leur protection dans le contexte de la pandémie, dans le souci de reconstruire sur de meilleures bases et de renforcer les mécanismes de dialogue pour garantir la participation effective des minorités aux décisions qui les concernent.



## I. Introduction

1. En juillet 2020, le Conseil des droits de l'homme a adopté sa résolution 43/8 sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques. Dans cette résolution, le Conseil a prié le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de continuer de lui faire rapport chaque année.
2. Le monde a rarement connu un choc simultané aussi complexe que celui de la COVID-19. La crise sanitaire multiforme actuelle, et ses conséquences économiques ont fait ressortir le lien étroit qui existe entre l'origine ethnique, le statut socioéconomique et l'état de santé<sup>1</sup>. La COVID-19, tout particulièrement pour les minorités nationales, ethniques, religieuses et linguistiques, a eu toute une série de répercussions néfastes. Pour orienter la riposte à la crise sur le plan des droits de l'homme, le HCDH a publié des orientations détaillées concernant des thèmes comme les répercussions de la COVID-19 pour les minorités, les mesures d'urgence, l'espace civique, et les femmes et la discrimination raciale<sup>2</sup>.
3. Le Conseil des droits de l'homme, à sa quarante-troisième session, a organisé en urgence un débat sur les violations des droits de l'homme à caractère raciste commises à l'heure actuelle, le racisme systémique, la brutalité policière à l'égard des personnes d'ascendance africaine et la violence contre les manifestations pacifiques. Les manifestations antiracistes qui ont eu lieu dans nombre de pays à la suite de l'assassinat de George Floyd en mai 2020 à Atlanta, dans l'État de Géorgie aux États-Unis d'Amérique, ont traduit une vague d'indignation mondiale contre le racisme, les inégalités et la discrimination.
4. Pendant la période considérée, la Haute-Commissaire a souligné le fait que de toute évidence, les minorités raciales et ethniques, y compris les personnes d'ascendance africaine, étaient touchées de manière anormalement importante par les conséquences de la COVID-19, et le fait que la pandémie mettait en relief les inégalités alarmantes qui existent au sein des sociétés<sup>3</sup>.

## II. Activités de la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, et faits récents concernant les organes et les mécanismes des droits de l'homme, notamment dans le contexte de la pandémie de COVID-19

### A. Collecte de données

5. Partout où des données ventilées existent, il ressort de ces données que les membres de minorités, tout à la fois, risquent davantage de mourir de la COVID-19, et subissent le plus durement les conséquences socioéconomiques de la pandémie, preuve que les sociétés sont parcourues de fortes inégalités structurelles<sup>4</sup>. Certains groupes minoritaires ont connu des taux de mortalité plusieurs fois supérieurs à ceux d'autres groupes pendant la pandémie<sup>5</sup>.

<sup>1</sup> Voir [www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/Pages/NewsDetail.aspx?NewsID=26232&LangID=E](http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/Pages/NewsDetail.aspx?NewsID=26232&LangID=E).

<sup>2</sup> Voir [www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/COVID-19.aspx](http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/COVID-19.aspx).

<sup>3</sup> Voir [www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25916&LangID=E](http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25916&LangID=E).

<sup>4</sup> Au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les taux de mortalité par la COVID-19 ont été plus élevés en Angleterre pour les groupes ethniques noirs et asiatiques que pour les groupes ethniques blancs. Le Bureau des statistiques nationales a examiné les données et indiqué que les personnes d'origine ethnique africaine ou noire caribéenne ont 1,9 fois plus de chances de mourir de la COVID-19 ; les hommes d'origine ethnique bangladaise ou pakistanaise ont 1,8 fois plus de chances d'en mourir, et les femmes d'origine ethnique bangladaise ou pakistanaise 1,6 fois plus de chances. Cette surmortalité est systématiquement comparée à celle des personnes d'origine ethnique blanche britannique. Voir « Beyond the data: understanding the impact of COVID-19 on BAME groups », Public Health England, juin 2020.

<sup>5</sup> Voir [www.ohchr.org/Documents/Issues/Minorities/OHCHRGuidance\\_COVID19\\_MinoritiesRights.pdf](http://www.ohchr.org/Documents/Issues/Minorities/OHCHRGuidance_COVID19_MinoritiesRights.pdf).

6. En juin 2020, le HCDH a publié une note d'orientation sur les conséquences de la COVID-19 pour les minorités. Il y récapitulait les tendances, les pratiques encourageantes et les mesures que les États membres pourraient prendre – consistant notamment à rassembler des travaux de recherche et à publier des données sur le dépistage de la COVID-19, les cas de maladie et les cas de décès, ventilés selon le sexe, l'âge, l'origine raciale ou ethnique ou tout autre situation ; et à élaborer des politiques factuelles à partir de ces données, qui ciblent particulièrement les plus démunis.

7. Pour favoriser des interventions efficaces face aux répercussions de la COVID-19 pour les droits de l'homme, le HCDH a élaboré un cadre de 10 indicateurs des droits de l'homme – inspiré des cadres de données des objectifs de développement durable et du Plan mondial de réponse humanitaire à la COVID-19 – devant permettre de repérer précisément les groupes les plus touchés et les plus vulnérables, notamment parmi les minorités, et aider à mettre en place des politiques efficaces pour remédier à ces effets préjudiciables. Ces indicateurs clefs ont été annexés au document-cadre qui oriente l'ensemble des mesures socioéconomiques préconisées par l'ONU face à la COVID-19<sup>6</sup>.

8. Grâce à son « initiative de choc » et particulièrement dans le contexte de la crise socioéconomique provoquée par la pandémie, le HCDH a redoublé d'efforts pour lutter contre les inégalités d'ordre économique et autres, en prêtant son concours à des analyses et des solutions fondées sur les droits mettant l'accent sur les personnes exposées à la marginalisation, dont les membres de minorités. C'est ainsi qu'au Pérou, le HCDH réalise une étude sur les incidences de la COVID-19 et des mesures connexes sur les Afro-Péruviens de Lambayeque et de Piura, notamment en ce qui concerne leur droit à la santé, à un travail décent et à la protection sociale. Ce projet et ses conclusions seront déterminants pour que l'on puisse donner la suite voulue à la visite récente de 2020 du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine, qui a déclaré que la discrimination structurelle systématique à laquelle se heurtent les Afro-Péruviens se traduit par des disparités dans l'éducation, l'emploi, le logement, l'alimentation, la santé et le niveau de vie. La pandémie a beaucoup aggravé ces disparités.

9. Concernant le Kirghizistan, le Bureau régional du HCDH pour l'Asie centrale a mené à bien une étude en 2020 sur la non-discrimination et l'égalité, composée d'une analyse du cadre juridique et d'une enquête auprès des professionnels concernés (avocats et juges, entre autres). Ces travaux visaient à présenter des données sur les inégalités au Kirghizistan et la possibilité d'utiliser les mécanismes en place pour lutter contre la discrimination.

## **B. Mécanismes d'alerte précoce et protection de l'existence des minorités**

10. Le HCDH a continué d'aider les autorités nationales et les autres acteurs concernés à prendre des mesures pour empêcher ou atténuer les violations des droits de l'homme à l'égard des personnes appartenant à des minorités, notamment en appuyant des mécanismes d'alerte précoce, des évaluations de risque et des moyens d'intervention rapide.

11. Face à la pandémie de COVID-19, le HCDH a mis en place un système interne de gestion de l'information afin de recueillir, d'organiser, de traiter et de communiquer en temps voulu des renseignements et des analyses sur la COVID-19, notamment pour l'élaboration des interventions du HCDH. Sur le terrain, l'information relative aux droits de l'homme éclaire les décisions stratégiques des gouvernements et des autres partenaires nationaux et des équipes de pays des Nations Unies, afin d'atténuer les conséquences de la COVID-19 pour les droits de l'homme, y compris s'agissant des questions liées aux minorités.

12. En février 2020, le HCDH a rendu compte au Conseil des droits de l'homme des progrès accomplis par Sri Lanka dans l'application de la résolution 30/1 du Conseil visant à favoriser la réconciliation et l'établissement des responsabilités et à promouvoir les droits de l'homme dans le pays. La Haute-Commissaire s'est inquiétée de la recrudescence des discours de haine, et de l'utilisation accrue de mesures de sécurité et d'ordre général qui

<sup>6</sup> Voir <https://unsdg.un.org/sites/default/files/2020-04/UN-framework-for-the-immediate-socio-economic-response-to-COVID-19.pdf>.

semblaient être appliquées de manière discriminatoire et viser de manière disproportionnée les minorités, aussi bien tamoules que musulmanes<sup>7</sup>.

13. En mars, la Haute-Commissaire a présenté au Conseil des droits de l'homme un rapport sur les causes profondes des violations des droits de l'homme et atteintes à ceux-ci dont la minorité musulmane rohingya et d'autres minorités au Myanmar sont victimes<sup>8</sup>. En septembre, elle a présenté un autre rapport<sup>9</sup> dans lequel elle a indiqué que les groupes minoritaires continuent d'être victimes de violations et d'atteintes, notamment dans le contexte du conflit armé qui sévit dans les États rakhine et chin.

14. En mai, la Haut-Commissaire s'est déclarée gravement préoccupée par le meurtre de cinq hommes par des opposants à une liaison entre des membres de castes différentes au Népal, ainsi que par plusieurs autres incidents de discrimination et de violence fondées sur la caste qui se sont produits pendant la pandémie de COVID-19<sup>10</sup>.

15. Le service des droits de l'homme de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) a continué de rendre compte des attaques délibérées contre des civils et des biens civils, en particulier les attaques directes contre la population musulmane chiite, presque toujours contre des membres de l'ethnie hazara, et contre la communauté sikhe. Au cours du premier semestre 2020, outre 18 attaques contre des responsables religieux par des éléments antigouvernementaux, la MANUA a signalé une attaque perpétrée par l'État islamique d'Iraq et du Levant – Province du Khorassan, le 6 mars, lors d'une commémoration pour un responsable hazara à Kaboul, qui a tué 34 civils et en a blessés 78. Une attaque a été perpétrée ensuite par l'État islamique d'Iraq et du Levant – Khorassan le 25 mars contre des fidèles dans un temple sikh-hindou à Kaboul, soit un bilan de 25 civils tués et 12 blessés<sup>11</sup>.

16. Le Bureau régional du HCDH pour l'Asie centrale a observé les incidents de violence survenus en février dans le sud-est du Kazakhstan entre des Kazakhs de souche et des Dungans qui ont tué plusieurs personnes et en ont blessé bon nombre d'autres. Plus de 4 000 Dungans auraient franchi la frontière pour se rendre dans le Kirghizistan voisin, pour ne revenir au Kazakhstan qu'après plusieurs jours.

17. Le bureau régional du HCDH pour l'Asie centrale a constaté une nette intensification du discours nationaliste au Kirghizistan après qu'une crise politique s'est produite en octobre. Les résultats des élections parlementaires du 4 octobre ont été annulés à la suite d'allégations de fraude généralisée et du mouvement de contestation qui a suivi. Le discours nationaliste, y compris des propos défavorables aux non-kirghizophones et aux journalistes non kirghizes, a gagné du terrain.

18. En septembre, le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires et le Comité des disparitions forcées ont publié des lignes directrices communes sur la COVID-19 et les disparitions forcées, qui soulignent le fait que les femmes issues de groupes minoritaires et les femmes touchées par la pauvreté et les inégalités sociales étaient particulièrement exposées aux disparitions forcées. Ces vulnérabilités préexistantes risquent d'être aggravées par la pandémie de COVID-19.

### C. Prévenir les actes de discrimination et y remédier

19. Au cours de la période considérée, le HCDH a mené des activités et des stratégies visant, en ce qui concerne les processus législatifs et liés aux politiques, à promouvoir et inclure des garanties de non-discrimination concernant les minorités, notamment dans le contexte des mesures adoptées pour lutter contre la pandémie de COVID-19.

<sup>7</sup> Voir [www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25624&LangID=E](http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25624&LangID=E).

<sup>8</sup> A/HRC/43/18.

<sup>9</sup> A/HRC/45/5.

<sup>10</sup> Voir [www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25913&LangID=E](http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25913&LangID=E).

<sup>11</sup> Voir [https://unama.unmissions.org/sites/default/files/unama\\_poc\\_midyear\\_report\\_2020\\_-\\_27\\_july-revised\\_10\\_august.pdf](https://unama.unmissions.org/sites/default/files/unama_poc_midyear_report_2020_-_27_july-revised_10_august.pdf).

20. En décembre 2019, l'Inde a adopté une loi portant modification de sa loi sur la citoyenneté. La Haute-Commissaire a fait connaître ses préoccupations quant au caractère discriminatoire de cette loi à l'égard de la minorité musulmane du pays, puis a déposé en 2020 auprès de la Cour suprême de l'Inde une demande d'intervention rappelant les obligations qui résultent pour l'Inde du droit international des droits de l'homme, quant au droit à la non-discrimination et à l'égalité devant la loi<sup>12</sup>. Dans les mois qui ont suivi son adoption, plusieurs experts des droits de l'homme de l'ONU ont aussi exprimé des préoccupations, à propos notamment de la répression généralisée qui a visé les militants et les manifestants, pour la plupart musulmans, qui ont contesté la loi portant modification de la loi sur la citoyenneté<sup>13</sup>.

21. En juin, le HCDH a publié une note d'orientation sur la discrimination raciale dans le contexte de la crise de la COVID-19, dans laquelle il constate que les personnes d'ascendance africaine, les personnes d'ascendance asiatique et les Roms sont touchées de manière disproportionnée par la pandémie. De plus, elle constitue un pourcentage important des agents de première ligne, qui sont plus exposés au risque de contagion, et ont été chargés du décompte du grand nombre de cas de contagion et de décès survenus pendant l'actuelle pandémie<sup>14</sup>.

22. Le HCDH, en collaboration avec Minority Rights Group International, a organisé un webinaire le 24 juin 2020 sur la COVID-19 et les droits de l'homme des minorités. Parmi les conclusions, il a été jugé nécessaire de mener des stratégies visant à garantir la participation effective des minorités, donnée indispensable à l'égalité, pour que soit respecté le principe central des objectifs de développement durable consistant à ne laisser personne de côté.

23. Le 19 juin, après avoir organisé en urgence le débat déjà mentionné sur les violations des droits de l'homme à caractère raciste commises à l'heure actuelle, le racisme systémique, la brutalité policière à l'égard des personnes d'ascendance africaine et la violence contre les manifestations pacifiques, le Conseil des droits de l'homme a adopté sa résolution 43/1. Dans cette résolution, le Conseil a prié la Haute-Commissaire, « avec l'aide des titulaires de mandat compétents au titre des procédures spéciales, d'élaborer un rapport sur le racisme systémique et les violations du droit international des droits de l'homme commises par les forces de l'ordre contre des Africains et des personnes d'ascendance africaine, en particulier les actes qui ont entraîné la mort de George Floyd et d'autres Africains et personnes d'ascendance africaine, afin de contribuer à l'établissement des responsabilités et à l'octroi d'une réparation aux victimes », et « d'étudier comment les pouvoirs publics ont réagi face aux manifestations pacifiques contre le racisme et de se pencher notamment sur les allégations de recours excessif à la force contre des manifestants, des passants et des journalistes ». Le rapport sera présenté au Conseil à sa quarante-septième session.

24. Après l'adoption de la résolution 43/1 du Conseil des droits de l'homme, le HCDH a constitué une équipe spéciale pour œuvrer à son application. Le 1<sup>er</sup> octobre, la Haute-Commissaire a présenté son premier compte rendu au Conseil, à la quarante-cinquième session de celui-ci, comme la résolution l'en avait priée<sup>15</sup>.

25. En juillet, le HCDH a participé à un webinaire organisé par National Campaign on Dalit Human Rights, dont le thème s'intitulait « Conséquences de la COVID-19 pour les dalits en Inde : paroles de terrain ». Le HCDH a rappelé que le dossier d'orientation sur la discrimination fondée sur l'ascendance, intitulé « Key challenges and strategic approaches to combat caste-based and analogous forms of discrimination » (Grands enjeux et approches stratégiques de la lutte contre la discrimination fondée sur les castes et les formes de discrimination analogues), est utile pour lutter contre cette forme de discrimination. En septembre, le HCDH a participé à un webinaire sur la situation des droits de l'homme des Dalits au Népal dans le contexte de la pandémie de COVID-19 afin de réfléchir aux

<sup>12</sup> Voir [www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25425&LangID=E](http://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25425&LangID=E).

<sup>13</sup> Voir <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=25343>.

<sup>14</sup> Voir [www.ohchr.org/Documents/Issues/Racism/COVID-19\\_and\\_Racial\\_Discrimination.pdf](http://www.ohchr.org/Documents/Issues/Racism/COVID-19_and_Racial_Discrimination.pdf).

<sup>15</sup> Voir [www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26326&LangID=E](http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26326&LangID=E).

difficultés qui se posent pour garantir le bon fonctionnement du système judiciaire dans les pays fortement touchés par la pandémie.

26. Le 12 octobre, le HCDH a organisé, conjointement avec International Dalit Solidarity Network, un webinaire sur les exemples de mots et d'expressions qui renforcent la stigmatisation et la discrimination, et la nécessité de protéger de cette violence les agents de première ligne qui pourraient en être victimes, particulièrement dans le contexte de la COVID-19.

27. Le bureau du HCDH en Tunisie, en partenariat avec Minority Rights Group International, a organisé une formation pour 122 avocats, dont 79 femmes, pour les aider à apporter une assistance juridique aux victimes de discrimination raciale. En octobre, un des anciens participants à la formation a obtenu la première décision de justice de l'histoire du pays autorisant la suppression d'une partie du nom d'un de ses clients qui le désignait comme descendant d'une famille d'esclaves émancipés.

28. Tout au long de l'année, le service des droits de l'homme de la MANUA a entretenu des débats avec des spécialistes afghans du droit islamique et avec la Commission afghane indépendante des droits de l'homme au sujet de la législation nationale, des normes internationales des droits de l'homme et de l'interprétation de la loi islamique dans plusieurs domaines, comme les droits des minorités et la non-discrimination, la justice centrée sur la victime, et les droits des femmes, ainsi que le droit pénal et les normes des droits de l'homme.

29. Le Bureau régional du HCDH pour l'Asie centrale a assuré un appui technique et des activités de renforcement des capacités pour le compte de Coalition for Equality, groupement de la société civile du Kirghizistan, qui plaide pour l'adoption d'une législation antidiscriminatoire complète dans le pays. En janvier, le Bureau régional a permis des échanges de données d'expérience avec des spécialistes d'organismes de promotion de l'égalité et de la société civile en Géorgie, en République de Moldova et en Ukraine. Au Tadjikistan, le Bureau régional a continué d'assurer un appui technique aux responsables de l'élaboration de la législation antidiscriminatoire.

30. En octobre, la présence du HCDH en République de Moldova a organisé une formation destinée aux professionnels des médias et aux étudiants en journalisme de la région de la Transnistrie et de Gagaouzie, où les conséquences de la COVID-19 pour les droits de l'homme ont été évoquées.

31. Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a publié le 7 août une déclaration où il indique que l'on risque davantage de contracter le virus quand on souffre de privations fréquentes ou de certaines conditions de vie, et quand on a peu accès, ou pas du tout, à l'eau potable et à l'assainissement, ou encore aux soins de santé, aux médicaments, aux services médicaux, à la sécurité sociale et aux services sociaux, autant d'éléments qui peuvent faire augmenter les taux d'infection et de mortalité.

#### **D. Aide d'urgence et services aux minorités dans le contexte de la pandémie de COVID-19**

32. Le HCDH a continué d'aider les autorités publiques et d'autres acteurs compétents en publiant des orientations et en diffusant des pratiques encourageantes en ce qui concerne la COVID-19 et les services aux minorités. Dans certaines régions ou certains pays, les minorités risquent davantage de vivre dans des logements suroccupés, où le respect d'une distance sanitaire et l'auto-isollement sont donc plus difficiles, et dont certains habitants ne disposent pas d'un accès suffisant à l'eau et à l'assainissement. Les membres de minorités qui vivent dans la pauvreté supportent souvent moins bien les mesures de confinement, faute de disposer d'une épargne ou de réserves d'aliments suffisantes. L'information sur les moyens de prévention et de traitement de la COVID-19 et sur l'offre de services de santé et d'aides économiques et sociales peut être plus difficile d'accès car souvent, elle n'existe pas dans les langues minoritaires<sup>16</sup>.

<sup>16</sup> Voir [www.ohchr.org/Documents/Issues/Minorities/OHCHRGuidance\\_COVID19\\_Minorities\\_Rights.pdf](http://www.ohchr.org/Documents/Issues/Minorities/OHCHRGuidance_COVID19_Minorities_Rights.pdf).



33. Le bureau du HCDH au Yémen a surveillé la situation dans le contexte de la pandémie de la minorité al-muhamasheen, qui connaît un harcèlement et que l'on a accusée de propager la COVID-19. Les membres de cette minorité auraient été victimes, pendant la pandémie et dès avant celle-ci, de discrimination et d'inégalités, ce qui a conduit au déni de leurs droits fondamentaux.

34. En République de Moldova, le HCDH a créé une équipe spéciale sur la COVID-19 et les droits de l'homme avec la participation de 54 organisations non gouvernementales (ONG), dont des ONG s'occupant de questions relatives aux minorités. Le sous-groupe chargé des minorités répertorie les principaux obstacles et problèmes auxquels les minorités doivent faire face, parmi lesquels le peu ou l'absence d'accès à une information formulée dans les langues minoritaires. Les communautés roms ont été particulièrement touchées dans un certain nombre de domaines, notamment pour ce qui est de leur droit à l'éducation, de leur droit au travail et de leur droit à la sécurité sociale. Ces constatations ont aidé le système des Nations Unies à mettre au point sa planification, sa programmation et ses interventions dans le contexte de la COVID-19 dans le pays, qui ont consisté notamment à livrer des colis alimentaires, des équipements de protection individuelle et des produits d'hygiène aux familles roms vulnérables.

35. En Irak, le bureau des droits de l'homme de la MANUI s'est concerté avec les partenaires concernés, parmi lesquels des ONG et la Haute Commission irakienne pour les droits de l'homme, pour livrer des aliments à des groupes minoritaires pauvres (en particulier aux Roms et aux Irakiens d'origine africaine), dont les moyens d'existence et l'accès aux services de base ont particulièrement souffert des restrictions liées à la COVID-19. En septembre 2020, pour rendre l'information plus accessible aux minorités, la MANUI, en collaboration avec six ONG œuvrant pour les droits des minorités, a mené une campagne de sensibilisation, y compris sur les médias sociaux, dans six langues minoritaires, sur les moyens de prévention et de traitement de la COVID-19.

36. Le Bureau régional du HCDH pour l'Asie centrale a offert une assistance technique au Kirghizistan, centrée sur quatre zones où sont concentrées des populations minoritaires en nombre important. Le Bureau régional a coprésidé les réunions du secteur de la protection, auxquelles il a dispensé des conseils et une aide technique sur la protection des droits de l'homme, particulièrement dans le contexte des mesures d'urgence face à la COVID-19 et de leurs incidences sur les minorités et d'autres groupes vulnérables. Le HCDH a aidé à la traduction de dispositions réglementaires. De plus, il a aidé les institutions nationales des droits de l'homme à mener un suivi, notamment en fournissant des équipements de protection individuelle, et a aussi assuré un appui spécialisé aux membres de l'équipe de pays des Nations Unies et à ses partenaires de l'État sur la question des droits de l'homme et de la riposte à la COVID-19.

## E. Déclarations d'urgence et minorités

37. Le HCDH a publié des orientations détaillées sur la COVID-19 et les minorités ainsi que sur les mesures d'urgence et la COVID-19, rappelant que les restrictions ne doivent pas être discriminatoires<sup>17</sup>. Les déclarations d'urgence et d'autres mesures adoptées par les États dans le contexte de la pandémie ont été parfois utilisées pour exclure davantage les minorités, pour réduire au silence des défenseurs des droits des minorités et pour faire taire des voix dissidentes. D'aucuns se sont inquiétés également que les outils de suivi mis en place pour des raisons de santé publique n'aboutissent dans certains cas à une surveillance permanente des minorités<sup>18</sup>.

38. En avril, le Comité des droits de l'homme a publié une déclaration sur les dérogations au Pacte international relatif aux droits civils et politiques dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Il a souligné que les États ne peuvent pas non plus tolérer, même dans des situations d'urgence, les appels à la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitueraient

<sup>17</sup> Voir [www.ohchr.org/Documents/Events/EmergencyMeasures\\_COVID19.pdf](http://www.ohchr.org/Documents/Events/EmergencyMeasures_COVID19.pdf).

<sup>18</sup> Voir [www.ohchr.org/Documents/Issues/Minorities/OHCHRGuidance\\_COVID19\\_MinoritiesRights.pdf](http://www.ohchr.org/Documents/Issues/Minorities/OHCHRGuidance_COVID19_MinoritiesRights.pdf).

une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence. Ils doivent prendre des mesures pour garantir que les déclarations publiques relatives à la pandémie de COVID-19 ne constituent pas une apologie de la haine ou une incitation à la haine envers certains groupes marginalisés ou vulnérables, notamment les minorités et les étrangers<sup>19</sup>.

39. Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a rappelé que les mesures adoptées pour faire face à la pandémie de COVID-19, notamment la fermeture des frontières, le confinement, les quarantaines et les mesures d'application, ne doivent pas, lorsqu'elles sont prises ou exécutées, aller à l'encontre de l'interdiction de la discrimination raciale. Il a aussi déclaré que la pandémie de COVID-19 avait rendu les membres des groupes et des minorités que protège la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale particulièrement vulnérables à la discrimination<sup>20</sup>.

40. En outre, des experts des droits de l'homme de l'ONU ont exprimé leur vive préoccupation face à la multiplication des homicides et autres actes de violence commis par la police dans le cadre des mesures d'urgence établies face à la COVID-19, particulièrement à l'égard de personnes en situation de vulnérabilité, notamment de minorités. Toutes les personnes qui sont souvent davantage touchées par le virus en raison de la précarité de leur situation, ne devraient pas souffrir encore plus à cause de l'état d'urgence<sup>21</sup>.

## F. Discours de haine contre les minorités

41. On a rapporté une stigmatisation des groupes minoritaires et une recrudescence des actes d'incitation à la haine envers ces groupes dans nombre de pays, les minorités devenant parfois les boucs émissaires du virus. Dans plusieurs pays, les chrétiens, les juifs, les musulmans, les Dalits, les Adivasis, les Roms ou les personnes d'origine africaine ou asiatique sont autant de groupes qui ont été visés<sup>22</sup>. Ces affirmations, et des préjugés systématiques, ont exposé les membres de minorités à des discours de haine et à la violence. Des cas de violence, de discrimination, de refus arbitraire de services et d'exclusion encore accrue à l'égard des minorités dans le contexte de la crise de la COVID-19 ont souvent été signalés, et les victimes ont été des Roms, des personnes d'ascendance africaine, des personnes d'ascendance asiatique et des minorités religieuses<sup>23</sup>.

42. En 2020, le HCDH a donné effet à la Stratégie et au Plan d'action des Nations Unies pour la lutte contre les discours de haine, lancés par le Secrétaire général en 2019, en engageant de larges consultations en interne, y compris auprès de ses présences sur le terrain. Le HCDH a voulu étudier la meilleure façon d'aider les États, les institutions nationales des droits de l'homme, les équipes de pays des Nations Unies, la société civile et les défenseurs des droits de l'homme à lutter contre les discours de haine dans le plein respect des droits de l'homme, en suivant les objectifs généraux consistant à renforcer l'inclusion et la diversité. Élaborés à partir de ces consultations, la stratégie et le plan d'action du HCDH visant à lutter contre les discours de haine, adoptés en juin, comportent cinq axes : a) mieux définir le périmètre des « discours de haine » ; b) les médias et les technologies ; c) aider les victimes et lutter contre les stéréotypes néfastes ; d) coopérer avec les influenceurs, les responsables et les différents groupes ; et e) soutenir la participation et la cohérence du système des Nations Unies.

<sup>19</sup> Voir <https://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/CCPR/COVIDstatementFR.pdf>.

<sup>20</sup> Déclaration sur la pandémie de COVID-19 et ses conséquences sous l'angle de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, 7 août 2020.

<sup>21</sup> Voir <https://www.ohchr.org/fr/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25802&LangID=f>.

<sup>22</sup> Voir [www.ohchr.org/Documents/Issues/Minorities/OHCHRGuidance\\_COVID19\\_MinoritiesRights.pdf](http://www.ohchr.org/Documents/Issues/Minorities/OHCHRGuidance_COVID19_MinoritiesRights.pdf).

<sup>23</sup> Ibid. ; voir aussi <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=25308>.



43. La boîte à outils #Faith4Rights<sup>24</sup>, publiée en ligne par le HCDH en janvier, traduit la Déclaration de Beyrouth et ses 18 engagements sur la foi pour les droits<sup>25</sup> sous forme de programmes pratiques d'apprentissage collégial qui prévoient des idées concrètes pour lutter contre l'incitation à la haine et à la violence envers les minorités, particulièrement dans le contexte de la COVID-19. Le HCDH pilote la boîte à outils #Faith4Rights en coopération avec des acteurs confessionnels, des universitaires et des mécanismes des droits de l'homme du système des Nations Unies aux échelons national, régional et international<sup>26</sup>. Comment garder la foi quand la haine sévit, et comment faire face à COVID-19 à travers le prisme de la foi, de l'égalité des sexes et des droits de l'homme, sont des questions qui ont fait l'objet de webinaires organisés en collaboration avec Religions pour la Paix, des experts des droits de l'homme de l'ONU et le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (dans le cadre de son pôle des connaissances)<sup>27</sup>.

44. En février, le Bureau régional du HCDH pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord a piloté la boîte à outils #Faith4Rights lors d'une réunion spécifique du cycle régional du concours de plaidoiries Price pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, au Liban<sup>28</sup>.

45. Tout au long de 2020, le Bureau régional du HCDH pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord a observé les discours de haine, la discrimination et la xénophobie à l'égard des minorités. Des incidents touchant des personnes de certaines origines ethniques ont été relevés, en particulier des personnes d'origine asiatique. Dans le même ordre d'idées, le Bureau régional a collaboré avec des coordonnateurs résidents, des gouvernements et des membres de la société civile pour mieux sensibiliser aux cas de discrimination à l'égard de travailleurs migrants et mieux les combattre. En outre, le Bureau régional a lancé une campagne de médias sociaux avec le bureau régional du Centre d'information des Nations Unies sur la lutte contre la xénophobie et les discours de haine.

46. Le Bureau régional du HCDH pour l'Asie centrale a mené à bien une analyse des discours de haine présents dans les médias au Kirghizistan au début de la situation d'urgence, étant donné que les premiers cas confirmés de COVID-19 dans ce pays ont concerné des pèlerins religieux se trouvant au sud du pays, ce qui a suscité de nombreux commentaires négatifs à l'égard de certains groupes, parmi lesquels divers groupes ethniques minoritaires. En outre, le Bureau régional a été témoin d'une augmentation des discours clivants à l'égard des minorités ethniques dans le contexte d'une crise politique survenue au Kirghizistan en octobre 2020 après que les résultats des élections parlementaires eurent été annulés. Le Bureau régional a appuyé la visite de la Représentante spéciale du Secrétaire général et cheffe du Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale au cours de sa mission au Kirghizistan, pendant laquelle elle a été informée de la situation en ce qui concerne ces discours de haine et discours clivants. En particulier, elle a été mise au courant des déclarations nationalistes émanant de personnalités publiques de premier plan, et des préoccupations quant au risque de heurts à motivation ethnique ciblant les Ouzbeks, les Dzungars et d'autres groupes.

47. En mars, le bureau des droits de l'homme de la MANUI a organisé un dialogue avec des experts et des parties prenantes irakiens sur la question des discours de haine. La manifestation, coprésidée par la MANUI et la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la prévention du génocide et coordonnatrice de l'ONU au niveau mondial pour les questions relatives aux discours de haine, a été l'occasion d'un débat éclairé sur la question des discours de haine en Iraq et les moyens d'y remédier.

48. Au Mexique, le HCDH a donné suite à un certain nombre de propos racistes émanant d'agents des services d'immigration à l'égard de migrants d'ascendance africaine, en particulier d'Africains, et de ressortissants haïtiens, ainsi qu'à certains propos qui attribuent aux migrants la responsabilité éventuelle de la diffusion de la COVID-19<sup>29</sup>. En mai, à la suite

<sup>24</sup> Voir [www.ohchr.org/Documents/Press/faith4rights-toolkit.pdf](http://www.ohchr.org/Documents/Press/faith4rights-toolkit.pdf).

<sup>25</sup> A/HRC/40/58, annexes I et II.

<sup>26</sup> Voir [www.ohchr.org/EN/Issues/FreedomReligion/Pages/FaithForRights.aspx](http://www.ohchr.org/EN/Issues/FreedomReligion/Pages/FaithForRights.aspx).

<sup>27</sup> Voir [www.ohchr.org/Documents/HRBodies/CEDAW/Statements/CEDAW\\_statement\\_COVID-19\\_final.doc](http://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/CEDAW/Statements/CEDAW_statement_COVID-19_final.doc).

<sup>28</sup> A/HRC/22/17/Add.4, appendice.

<sup>29</sup> Voir [www.milenio.com/estados/coronavirus-migrantes-en-veracruz-son-llevados-a-albergue](http://www.milenio.com/estados/coronavirus-migrantes-en-veracruz-son-llevados-a-albergue).

de propos tenus par un responsable politique local à un média local selon lesquels les migrants pourraient être une source de contagion, et qui risquaient de faire peser le soupçon sur les nouveaux arrivants, le HCDH a adressé aux autorités une communication officielle comportant des recommandations précises sur les moyens de lutter contre la xénophobie à l'égard des migrants, et les invitant à protéger les groupes vulnérables pendant la durée de la pandémie.

49. En juillet, le Comité des droits de l'homme a adopté son observation générale n° 37 (2020) sur le droit de réunion pacifique, dans laquelle il souligne que les réunions pacifiques ne sauraient être utilisées comme outil d'appel à la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence<sup>30</sup>.

50. Les 21 et 22 septembre et 19 et 20 octobre, le Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités a organisé deux assemblées régionales virtuelles pour l'Europe et l'Asie et le Pacifique sur les discours de haine, les médias sociaux et les minorités, en vue d'accroître la participation des minorités et de promouvoir davantage d'interaction et d'échanges à l'échelon régional.

51. Les débats menés à cette occasion ont éclairé les recommandations adoptées par le Forum sur les questions relatives aux minorités à sa treizième session, tenue les 19 et 20 novembre, qui a eu pour thème « Les discours de haine, les médias sociaux et les minorités ». Les propos haineux et discriminatoires en ligne ciblent principalement les minorités et créent souvent un climat d'exclusion, d'intolérance, d'hostilité et même de violence, d'où la nécessité de mesures prudentes et nuancées pour veiller au respect du droit à la liberté d'opinion et d'expression tout en luttant contre des discours de haine qui peuvent porter préjudice aux minorités. Le Forum a analysé les pratiques, les difficultés, les perspectives et les initiatives actuelles en ce qui concerne la lutte contre les discours de haine à l'égard des minorités dans les médias sociaux, en se référant aux principes et aux droits énoncés dans la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, et les autres instruments internationaux applicables.

## **G. Mesures visant à remédier aux conséquences de la COVID-19 pour les minorités**

52. En novembre, la Haute-Commissaire a évoqué dans une déclaration les conséquences disproportionnées de la COVID-19 pour les groupes minoritaires, qui ont été surexposés à la contagion en raison de leur faible rémunération et de la précarité de leurs conditions de travail dans certains secteurs, y compris celui de la santé, et de l'accès limité dont ils disposent aux soins de santé et à la protection sociale, ainsi que de leurs mauvaises conditions de vie et de leur accès limité à l'assainissement. Face à ce constat, elle a souligné la nécessité d'adopter des politiques propres à garantir un accès universel et égal à la protection sociale et à des soins de qualité, et invité à mener un travail de plus longue haleine pour faire progresser le droit à la protection sociale<sup>31</sup>.

53. Dans sa note d'orientation sur la COVID-19 et les minorités, le HCDH a souligné que la pandémie a été particulièrement dévastatrice pour la vie, la santé et le bien-être des personnes dont la situation socioéconomique est la moins bonne, catégorie de personnes qui se trouvent aussi faire partie des minorités dans la plupart des pays. Dans certaines régions ou certains pays, les membres de minorités risquent davantage de vivre dans des logements suroccupés, où le respect d'une distance sanitaire et l'auto-isollement sont donc plus difficiles, et dont certains habitants ne disposent pas d'un accès suffisant à l'eau et à l'assainissement, ou seulement d'un accès collectif. Bien souvent, les membres de minorités risquent d'exercer un emploi mal rémunéré en première ligne dans lequel il se trouvent davantage exposés à la COVID-19<sup>32</sup>.

<sup>30</sup> Voir CCPR/C/GC/37, par. 50.

<sup>31</sup> Voir <https://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26541&LangID=F>.

<sup>32</sup> Voir [https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Minorities/OHCHRGuidance\\_COVID19\\_MinoritiesRights\\_FR.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Minorities/OHCHRGuidance_COVID19_MinoritiesRights_FR.pdf).

54. Au Népal, le HCDH a contribué au cadre des Nations Unies pour la riposte socioéconomique à la COVID-19, notamment en promouvant activement la note d'orientation sur la COVID-19 et les minorités. Au total, 1 197 personnes ont été consultées, au nombre desquelles des membres de minorités ethniques et des dalits, pour ne citer que quelques exemples.

55. En Serbie, le HCDH, conjointement avec le Gouvernement et l'Association des coordonnateurs des Roms, a entrepris de dresser la carte des établissements non conformes dont la plupart des habitants sont des Roms, en utilisant les critères des risques encourus et de l'accès aux droits pendant la pandémie de COVID-19, et de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, à l'électricité et à des sources de revenus stables. Le HCDH a obtenu des ressources supplémentaires afin d'étendre la portée du projet pour évaluer les incidences de la COVID-19 sur les habitants de ces zones d'habitation. La carte complète a couvert 702 établissements non conformes, habités par environ 170 000 personnes dans 94 autonomies locales serbes. Des données fiables et recoupées ont ainsi pu être établies, pour éclairer et orienter plus efficacement des interventions adaptées et durables même après la crise de la COVID-19. Les restrictions et la riposte à la COVID-19 ont eu des conséquences plus lourdes et négatives pour les femmes et les filles roms en leur imposant une charge de travail supplémentaire au quotidien par rapport à leurs tâches habituelles, et les enfants d'âge scolaire, qui souvent n'ont pas accès à la scolarité numérique proposée sur les chaînes de diffusion nationales en raison d'un accès limité à l'électricité et aux appareils technologiques. Nombre d'habitants d'établissements non conformes n'ont pas bénéficié en temps opportun d'une information suffisante au sujet de la COVID-19 et des mesures de protection de la santé publique décidées par les autorités.

56. En Iraq, à la suite du lancement par le Bureau du Premier Ministre d'une campagne en ligne devant permettre aux familles économiquement touchées par les restrictions liées à la COVID-19 de solliciter une aide financière temporaire, le bureau des droits de l'homme de la MANUI a aidé en avril 47 personnes issues de 10 ménages roms de Bagdad à s'inscrire en ligne pour obtenir cette allocation et a fait en sorte que d'autres minorités tirent parti de cette possibilité. Sur les 2,1 millions de ménages admis au bénéfice de cette mesure, 1,1 million ont perçu l'indemnité, y compris certains ménages appartenant à des minorités, même si l'on ne dispose pas de données ventilées.

57. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a publié en avril une déclaration sur la pandémie de COVID-19, dans laquelle il recommande à tous les États parties d'adopter des mesures spéciales et ciblées pour protéger les groupes vulnérables et les groupes victimes de discrimination et d'exclusion structurelles, contre la pandémie et atténuer les effets qu'elle a sur ces personnes. Ces mesures comprennent, notamment, la mise en œuvre de programmes ciblés pour protéger les emplois, les salaires et les prestations de tous les travailleurs ; un moratoire sur les expulsions ou les saisies de biens immobiliers hypothéqués pendant la pandémie ; et des programmes d'aide sociale et de complément de revenu et des mesures adaptées pour protéger la santé et les moyens d'existence des groupes minoritaires vulnérables.

58. En avril, le Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles a rappelé que les mesures adoptées pour atténuer les risques pour la santé et la vie découlant de la COVID-19 doivent prendre en considération les risques spécifiques qui concernent les femmes et les filles, d'après des facteurs comme le sexe, l'âge, le handicap, l'origine ethnique et le statut d'immigration ou de résidence, notamment. Ainsi, les femmes, notamment celles qui appartiennent à des minorités, sont surreprésentées dans les emplois du secteur informel qui sont plus vulnérables aux chocs et n'offrent pas de couverture médicale ou de congés payés<sup>33</sup>.

<sup>33</sup> Voir [www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25809&LangID=E](http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25809&LangID=E).

## H. Autonomisation et participation

59. En raison de la pandémie de COVID-19, le HCDH a dû reformuler en 2020 ses programmes de bourses en faveur des minorités et des autochtones, qui se déroulent en temps normal chaque année à Genève, en un programme par pays, qui a détaché 34 anciens boursiers dans un rôle de conseil auprès des bureaux nationaux et régionaux du HCDH, des équipes de pays des Nations Unies et des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, à 29 endroits dans toutes les régions. L'objectif principal était de trouver des affectations aux meilleurs anciens boursiers pour leur permettre de recevoir une formation en cours d'emploi et d'acquérir plus facilement des compétences de plaidoyer et d'encadrement. Parallèlement, le HCDH et d'autres organismes des Nations Unies ont tiré parti des compétences, des connaissances et de l'expérience de ces anciens boursiers, ce qui a contribué à développer la diversité et à garantir une meilleure inclusion au sein des structures des Nations Unies.

60. Pendant cette période, plusieurs anciens bénéficiaires du programme de bourses du HCDH pour les minorités ont lancé une campagne artistique commune intitulée « Pendant que le monde fait une pause, la musique et la danse continuent ». Cette initiative a réuni des artistes de différentes disciplines et régions du monde. Elle a été soutenue principalement par le réseau des anciens bénéficiaires du programme de bourses du HCDH pour les minorités, et a invité des artistes de différentes provenances à célébrer la solidarité et le lien humain par l'art pendant la période d'incertitude actuelle<sup>34</sup>.

61. Le programme de bourses du HCDH de 2020 pour les personnes d'ascendance africaine s'est déroulé en ligne du 23 novembre au 11 décembre, en présence de 32 boursiers d'Amérique latine, de la région des Caraïbes, d'Amérique du Nord, d'Europe occidentale et de la région Asie-Pacifique. Il visait à renforcer les capacités relatives au droit et aux mécanismes internationaux des droits de l'homme et au cadre international de la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, et a aussi étudié les problèmes de discrimination croisée qui touchent les personnes d'ascendance africaine.

62. À l'occasion de la consultation virtuelle qui s'est tenue en mai afin que les acteurs religieux et les organisations confessionnelles s'engagent à agir au niveau mondial pour répondre à la pandémie de COVID-19 en collaboration avec l'ONU, la Haute-Commissaire a souligné que les responsables religieux contribuent décisivement à orienter les interventions face à la pandémie. En s'élevant fermement contre l'intolérance et les discours de haine, les responsables religieux peuvent aider à former les esprits et à rétablir le respect de la diversité<sup>35</sup>. Dans une déclaration, les responsables religieux et les acteurs confessionnels présentent une série d'engagements adoptés face à la COVID-19 et indiquent un certain nombre de domaines où une collaboration serait possible avec l'ONU.

63. En mai, le Bureau régional du HCDH pour l'Europe a organisé un programme en ligne en quatre modules intitulé « Réaliser les droits des filles et des femmes d'ascendance africaine dans l'Union européenne ». La réunion s'est tenue dans le cadre de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine, en coopération avec le Réseau européen des personnes d'ascendance africaine. Elle avait pour principaux objectifs d'offrir un espace numérique où les militantes d'ascendance africaine puissent se réunir et former des coalitions, d'améliorer la compréhension que les participantes ont des mécanismes internationaux des droits de l'homme, et de renforcer les compétences d'encadrement et de plaidoyer des participantes.

64. En 2020, le bureau du HCDH en Tunisie a actualisé son étude de 2017 sur la discrimination à l'égard des femmes qui est présente dans la législation tunisienne, et soulevé le problème des inégalités en matière de succession. Ces inégalités reposent sur des préceptes religieux et se soldent par plusieurs formes de discrimination à l'égard des femmes.

<sup>34</sup> Dans le cadre de cette campagne, des artistes ont présenté des vidéos de leurs spectacles (chant, danse, poésie, etc.), qui ont ensuite été publiées dans les médias sociaux, sous les mots-dièse #StandUp4HumanRights et #WhenTheWorldPausesMusicAndDanceContinue.

<sup>35</sup> Voir [www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25909&LangID=E](http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25909&LangID=E).

65. En République de Moldova, le HCDH a mené en février, à l'intention des autorités, de la société civile et des représentants de groupes minoritaires, un séminaire de deux jours sur la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, au cours duquel il a été débattu du projet de rapport de l'État partie au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.

66. Le Bureau régional du HCDH pour l'Asie centrale, en collaboration avec la Direction de la fonction publique du Kirghizistan, a mené un programme de stages en faveur de 24 participants, parmi lesquels 10 étaient issus de minorités ethniques, aux fins d'accroître la participation des groupes sous-représentés au sein de l'administration publique et des municipalités. Le Bureau régional a prêté assistance pour une audition publique concernant le budget de la ville d'Och pour 2020, notamment en faisant traduire le projet de budget dans des langues accessibles aux minorités ethniques.

67. Le bureau régional du HCDH pour l'Asie du Sud-Est a continué de suivre la situation des minorités ethniques, en particulier de celles qui sont concernées par de grands projets de développement tels que des projets de barrage, d'exploitation minière, de plantation de monocultures et d'exploitation forestière. Le Bureau régional, de concert avec l'équipe de pays des Nations Unies, s'efforce de garantir une participation véritable des populations locales aux programmes et aux projets de développement et à visée socioéconomique, selon le principe fondamental relatif à l'application du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

68. En 2020, le service des droits de l'homme de la MANUA a continué de dialoguer avec des acteurs de la société civile aux échelons central et local à propos de la riposte à la COVID-19, de la paix et des droits de l'homme, de l'espace civique et de la protection des défenseurs des droits de l'homme. Au cours de plusieurs dialogues, les acteurs de la société civile ont souligné qu'il importe que les groupes minoritaires soient représentés pour soutenir le processus de paix, outre le fait que les femmes et d'autres groupes vulnérables doivent être associés à la prise des décisions.

## I. Minorités religieuses

69. Dans ses orientations sur la COVID-19 et les droits des minorités, une des mesures clefs que le HCDH a préconisées aux États et autres acteurs concernés consiste à garantir un dialogue inclusif qui aide à faire en sorte que les populations minoritaires appliquent les mesures de santé publique qui s'imposent et y adhèrent de leur propre initiative. Cela peut consister à étudier des aménagements possibles des pratiques culturelles et religieuses en fonction des mesures de prévention de la COVID-19, tels que l'organisation de services religieux virtuels<sup>36</sup>.

70. Le Bureau régional du HCDH pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord a mis la dernière main en 2020 à une étude régionale interdisciplinaire sur les droits des groupes ethniques et religieux de la région, dans laquelle figurent plusieurs études de cas nationales approfondies qui analysent les forces et les faiblesses des cadres juridiques nationaux. Dans le cadre de l'étude, dont la conception a fait appel à de larges consultations et une large collaboration, des recommandations ont été formulées en vue de promouvoir l'égalité, de lutter contre la discrimination et de renforcer la participation. L'étude a aussi favorisé la création d'un réseau international de partenaires robuste et interdisciplinaire. Elle marque aussi la première étape d'un projet global de plus longue haleine s'agissant de promouvoir et de protéger de les droits des minorités religieuses et ethniques, ainsi que d'élargir la contribution du HCDH en matière de liberté de religion ou de conviction.

71. Au Viet Nam, le HCDH a constaté que de sérieuses restrictions étaient imposées à la pratique religieuse par voie législative, particulièrement par la loi de 2016 sur la croyance et la religion qui, entre autres dispositions, prescrit aux églises et aux groupes religieux minoritaires des obligations d'enregistrement contraignantes et autorise la surveillance. Des cas de surveillance policière, de harcèlement, et de répression de groupes religieux,

<sup>36</sup> Voir [https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Minorities/OHCHRGuidance\\_COVID19\\_MinoritiesRights\\_FR.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Minorities/OHCHRGuidance_COVID19_MinoritiesRights_FR.pdf).

notamment chrétiens et bouddhistes, qui fonctionnent en dehors du cadre des institutions contrôlées par les pouvoirs publics, ont été signalés. Les groupes religieux non reconnus se heurtent aussi constamment à la surveillance, au harcèlement et à l'intimidation, et sont soumis à la renonciation forcée de la foi, à la détention, à des interrogatoires, à la torture et à l'emprisonnement.

72. Le HCDH a continué de suivre la situation de la communauté ouïgoure et des autres minorités de la région autonome ouïgoure du Xinjiang, en Chine, et a régulièrement demandé aux autorités chinoises de lui accorder sans retard un accès sans entrave à la région. Tout au long de 2020, la Haute-Commissaire a indiqué dans ses déclarations au Conseil des droits de l'homme les préoccupations qui lui inspire cette situation. Les titulaires de mandat au titre de procédures spéciales ont rendu publiques leurs préoccupations au sujet de la situation des Ouïgours dans un communiqué de presse commun paru le 26 juin 2020<sup>37</sup>. Nombre d'entre eux ont constaté des restrictions de la liberté de religion et de croyance, dont le fait de détruire des sites religieux, et des restrictions de la liberté d'expression, de réunion et de circulation, aussi bien dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang que dans la région autonome du Tibet<sup>38</sup>.

73. Tout au long de l'année, la mission de surveillance de la situation des droits de l'homme en Ukraine a constaté des restrictions de la liberté de religion ou de croyance visant de multiples communautés religieuses de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol (Ukraine), territoires sous occupation temporaire de la Fédération de Russie<sup>39</sup>. La Fédération de Russie, Puissance occupante, a continué d'appliquer les lois antiextrémistes de la Fédération de Russie, souvent désignées sous l'appellation de « lois Iarovaïa », à l'exercice des pratiques religieuses<sup>40</sup>. Ces dispositions limitent l'expression religieuse en prescrivant des sanctions pour les « activités missionnaires » et en appliquant des règles concernant des aspects comme l'utilisation des lieux de culte et la production de contenu imprimé et numérique. Le HCDH a appelé l'attention sur cette question au moyen de rapports publics, et s'est érigé contre une définition excessivement large du prosélytisme religieux et les poursuites qui ont visé des particuliers et des groupes religieux, parmi lesquels certains protestants, musulmans, juifs messianiques et hare krishnas, au motif des « activités missionnaires illégales » auxquelles ils s'étaient livrés.

74. Plusieurs experts des droits de l'homme de l'ONU entrés en rapport avec le Gouvernement pakistanais au sujet d'informations reçues concernant la Commission nationale des minorités instaurée depuis peu dans le pays, qui semble ne pas répondre aux critères énoncés pour les institutions nationales des droits de l'homme dans les Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris)<sup>41</sup>. Les experts ont préconisé de revoir les bases juridiques de la Commission et invité à faire reposer celle-ci sur des textes législatifs ou constitutionnels qui la consacrent comme organe officiel indépendant ; ils ont précisé la composition, et la gamme de compétences de portée nationale que cet organe devrait avoir. Ils ont aussi préconisé d'engager un examen rigoureux sur la composition et les membres actuels et de fixer des procédures précises pour la sélection et la désignation des membres, ainsi que de disposer d'un acte officiel indiquant la durée du mandat de la Commission. Ils ont invité en outre le Gouvernement à revenir sur sa décision d'exclure certaines minorités musulmanes, en particulier les ahmadis, et d'autres minorités, et l'ont invité à organiser des consultations avec toutes les minorités, ainsi que d'autres acteurs de la société civile, pour veiller à ce que les besoins des minorités qui se trouvent le plus souvent exclues ou marginalisées soient dûment pris en considération<sup>42</sup>.

<sup>37</sup> Voir [www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26006&LangID=E](http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26006&LangID=E).

<sup>38</sup> Voir <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=25374> et <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=23994>.

<sup>39</sup> Résolution 74/168 de l'Assemblée générale.

<sup>40</sup> Voir [www.ohchr.org/en/countries/enacaregion/pages/uareports.aspx](http://www.ohchr.org/en/countries/enacaregion/pages/uareports.aspx).

<sup>41</sup> Voir <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=25453>.

<sup>42</sup> Ibid.



## J. Situation des droits de l'homme des Roms

75. À l'occasion de la Journée internationale des Roms, le 8 avril, le Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités a appelé de ses vœux une mobilisation politique pour promouvoir l'égalité et la non-discrimination sur fond de crise de la COVID-19. Le traitement des minorités que sont les Roms, les Sintis et les Gens du voyage reste un enjeu majeur des droits de l'homme, d'autant que leur vulnérabilité est parfois aggravée par des entraves persistantes à l'accès à des services publics comme le dépistage du coronavirus, les soins de base et l'assainissement, ainsi que la possibilité de bénéficier d'une information de santé publique dans leur propre langue pendant la pandémie. Il a été particulièrement préoccupant d'assister en 2020 à une progression alarmante des discours de haine à l'égard des Roms et de leur désignation comme boucs émissaires. Des groupes xénophobes et d'extrême droite s'en sont pris aux Roms et à d'autres minorités en les accusant de propager le virus, ou de ne pas respecter les mesures de protection décidées par les autorités<sup>43</sup>.

76. Le Bureau régional du HCDH pour l'Europe a mené une campagne d'information sur le cadre stratégique de l'Union européenne pour l'égalité, l'inclusion et la participation des Roms (2020-2030), en soulignant que les États doivent rendre des comptes sur leurs progrès concrets, et le fait que les principes relatifs aux droits de l'homme de la participation, de la transparence et de la non-discrimination doivent faire partie intégrante du nouveau cadre. Le 12 octobre, le HCDH a participé à la conférence de haut niveau organisée pour le lancement du nouveau cadre. Le HCDH a salué le cadre adopté par l'Union européenne et souscrit au point de vue selon lequel la situation des Roms ne pourrait pas changer si l'on ne remédiait pas à l'antitsiganisme ni aux préjugés entretenus par la population majoritaire.

77. La mission de surveillance de la situation des droits de l'homme en Ukraine a continué de suivre les cas d'agression contre des communautés roms et des établissements informels en Ukraine. Plusieurs affaires judiciaires relatives à l'inaction des autorités de l'État sont en cours, mais la justice n'a toujours pas établi les responsabilités individuelles et les enquêtes font le plus souvent abstraction du rôle des préjugés ou de la haine raciale dans les actes considérés. Le HCDH a continué de s'occuper de la discrimination et des discours de haine, ainsi que des cas de harcèlement et d'intimidation, visant les Roms, notamment en coopérant avec les organes chargés de l'application de la loi et la communauté internationale. En outre, le HCDH a suivi les effets de la COVID-19 sur les droits de l'homme des Roms en Ukraine, et mené 30 entretiens à distance avec des représentants d'ONG et des défenseurs des droits de l'homme dont l'action porte sur les questions relatives aux Roms, concernant 15 régions du pays. En mai, le HCDH a publié une note d'information sur les conséquences de la COVID-19 pour les Roms en Ukraine, où étaient indiquées les principales préoccupations en matière de droits de l'homme et formulées des recommandations visant à y répondre et à atténuer les risques liés à la pandémie<sup>44</sup>.

78. Le HCDH a publié un rapport sur la situation des droits de l'homme des Roms au Bélarus, où figurent des recommandations sur la discrimination croisée dont sont victimes les femmes et les filles roms, sur les enfants roms et leur accès à l'éducation, et sur l'accès à l'emploi et à la formation professionnelle des Roms. Ce rapport, communiqué au Ministère des affaires étrangères du Bélarus en 2020, pourrait offrir un point de départ pour renforcer la coopération et les activités du HCDH dans ce domaine.

79. En septembre, le HCDH a participé au congrès national en ligne des Roms en Argentine, qui a eu pour thème « L'éducation et l'égalité pour les Roms », où il a évoqué principalement les difficultés à obtenir des données ventilées et les conditions indispensables d'une stratégie efficace dans le domaine de l'éducation.

<sup>43</sup> Voir [www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25782&LangID=E](http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25782&LangID=E).

<sup>44</sup> Voir [www.un.org.ua/imag es/documents/4932/BN C19 Roma ENG.pdf](http://www.un.org.ua/imag es/documents/4932/BN C19 Roma ENG.pdf).

## K. Droits des minorités linguistiques

80. En République de Moldova, dans le contexte de la COVID-19, les documents d'information essentiels conçus avec l'aide de l'ONU sur la prévention de la COVID-19 ont été traduits en ukrainien, en russe, en bulgare et en romani, puis diffusés. Le HCDH a aussi fait traduire en russe la totalité de ses neuf notes d'orientation sur diverses questions relatives aux droits de l'homme et la COVID-19 et a largement diffusées celles-ci auprès des acteurs et des militants de la société civile, notamment dans la région de la Transnistrie.

81. En Ukraine, la loi de 2019 garantissant le fonctionnement de l'ukrainien comme langue officielle de l'État<sup>45</sup> a prescrit d'adresser au Parlement, pour janvier 2020 au plus tard, un projet de loi sur la réalisation des droits des peuples autochtones et des minorités nationales d'Ukraine. Après que ce délai eut expiré et en l'absence d'évolution<sup>46</sup>, le HCDH a régulièrement sollicité les autorités afin que ce texte soit établi, en demandant que cela soit fait en consultation avec des représentants des minorités nationales et des peuples autochtones. Le 8 juillet, à la suite d'une réunion organisée par la commission parlementaire des droits de l'homme avec les autorités de l'État et des représentants de minorités, le Parlement a créé un groupe de travail chargé d'élaborer le projet de loi.

82. Le HCDH a produit des documents d'information et organisé quatre webinaires sur la COVID-19 et les droits de l'homme au Myanmar afin d'aider la société civile à évaluer les aspects liés aux droits de l'homme de l'action des autorités face à la pandémie. Trois de ces webinaires s'adressaient à des participants issus de minorités ethniques, représentant notamment les groupes kachin, mon, karen, karenni, rakhine, chin et ta'ang. De plus, le HCDH a continué de coopérer avec des organisations de la société civile pour renforcer leurs capacités de suivi, de signalement et de constatation de la situation des droits de l'homme, en organisant une séance de formation présentielle en mars et deux sessions en ligne au mois d'août.

83. Le bureau du HCDH en Tunisie a aidé plusieurs organisations de la société civile s'occupant des droits des minorités à participer à deux consultations organisées avec le mécanisme national d'information et de suivi pour les droits de l'homme, à l'approche du rapport périodique devant être présenté par la Tunisie au titre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

84. Plusieurs experts des droits de l'homme de l'ONU ont publié une déclaration publique invitant le Pakistan à mettre un terme à la disparition forcée d'Idris Khattak, défenseur des droits de l'homme œuvrant pour les questions relatives aux minorités<sup>47</sup>.

85. Les experts des droits de l'homme de l'ONU se sont aussi dits alarmés par le grave risque d'infection par la COVID-19 auquel sont exposés les défenseurs des droits de l'homme emprisonnés en Égypte, en appelant l'attention sur la situation de Ramy Kamel, défenseur de la minorité chrétienne copte<sup>48</sup>. En outre, plusieurs communications ont été publiées par le Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités, conjointement avec d'autres titulaires de mandat, en vue de protéger des défenseurs des droits de l'homme œuvrant pour ces questions.

<sup>45</sup> La loi prévoit un cadre général pour l'utilisation de la langue officielle de l'État, quoiqu'elle ne réglemente pas l'utilisation des langues minoritaires de l'Ukraine.

<sup>46</sup> Un certain nombre de dispositions qui, faute d'une législation spéciale protégeant les droits des minorités linguistiques, pourraient menacer ces droits, ont déjà pris effet. Sont dans ce cas, en particulier, les dispositions relatives à la langue utilisée par les autorités publiques et dans la publicité, et dans le domaine éducatif.

<sup>47</sup> Voir [www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26207&LangID=E](http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26207&LangID=E).

<sup>48</sup> Voir [www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26182&LangID=E](http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26182&LangID=E).

### III. Réseau du système des Nations Unies pour les questions de discrimination raciale et de protection des minorités

86. Dans l'action qu'il mène pour contribuer à la pleine réalisation des droits et des principes énoncés dans la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, proclamée en 1992, le système des Nations Unies est soutenu par son réseau pour les questions de discrimination raciale et de protection des minorités, que coordonne le HCDH.

87. En 2020, le réseau a continué de s'employer à renforcer le dialogue et la coopération entre les départements, institutions, fonds et programmes concernés au sein du système des Nations Unies. Le réseau s'est réuni pendant toute l'année 2020 dans un contexte de plus en plus marqué par l'urgence, l'attention étant de plus en plus mobilisée par la discrimination raciale et la protection des minorités en raison de l'actualité mondiale. Des inégalités manifestes apparues dans le contexte de la riposte à la COVID-19 ont sensiblement aggravé l'exclusion des minorités, ou ont conduit à des flambées de racisme, de xénophobie ou d'autres formes de stigmatisation dans un certain nombre de contextes. Des cas de violence policière à l'égard de minorités ont aussi suscité un débat mondial sur les formes systémiques de discrimination raciale et la violence structurelle des forces de l'ordre à l'égard des personnes d'ascendance africaine et d'autres minorités.

88. Le réseau a publié une déclaration intitulée « Ne laisser personne de côté : La discrimination raciale et la protection des minorités dans la crise liée à la COVID-19 ». Il y récapitule les orientations concernant les aspects de la riposte à la COVID-19 visant à garantir l'inclusion des minorités, et à favoriser une meilleure promotion de la diversité dans le contexte la pandémie. En particulier, la déclaration souligne l'intérêt des études d'impact sur l'égalité pour concevoir et réaliser efficacement les politiques de riposte à la pandémie<sup>49</sup>.

89. Toujours en 2020, le réseau a produit une liste de contrôle et des orientations que les équipes de pays des Nations Unies utiliseront pour concevoir et appliquer leurs plans d'intervention relatifs à la COVID-19, et pour établir leurs programmes de pays. La liste de contrôle et les orientations visent à aider les acteurs associés au processus d'élaboration des programmes des Nations Unies à répertorier les groupes minoritaires concernés aux fins d'inclusion et de participation, ainsi qu'à diffuser une information normative et concrète sur ce processus<sup>50</sup>.

### IV. Conclusions

90. La pandémie de COVID-19, tout particulièrement pour les minorités, a eu toute une série de répercussions néfastes. Là où des données publiques ventilées sont accessibles, on observe que les membres de minorités, tout à la fois, risquent davantage de mourir de la COVID-19, et subissent le plus durement les conséquences socioéconomiques de la pandémie, preuve que les sociétés sont parcourues de fortes inégalités structurelles.

91. Pour mieux saisir les incidences de la COVID-19 sur la situation des minorités, il est essentiel de rassembler des travaux de recherche et de publier des données, ventilées selon le sexe, l'âge, l'origine raciale ou ethnique et toute autre situation, sur le dépistage de la COVID-19, les cas de maladie et les cas de décès, notamment, dans le respect de la vie privée et de la confidentialité.

<sup>49</sup> Voir <https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Minorities/D%C3%A9clarationR%C3%A9seau%20ONUdiscriminationracialeprotectionminorit%C3%A9s.pdf>.

<sup>50</sup> Voir [www.ohchr.org/EN/Issues/Minorities/Pages/UNNetworkRacialDiscriminationProtectionMinorities.aspx](http://www.ohchr.org/EN/Issues/Minorities/Pages/UNNetworkRacialDiscriminationProtectionMinorities.aspx).

92. En 2020, le HCDH a observé des cas d'intolérance, de racisme, de brutalité policière et de haine religieuse dont les victimes ont été des membres de minorités ethniques et religieuses. À maintes reprises, la Haute-Commissaire a exprimé son inquiétude face à la recrudescence des actes d'incitation à la haine envers des groupes minoritaires, les minorités devenant parfois les boucs émissaires de la propagation du virus de la COVID-19.

93. Face aux nombreux cas signalés de violence, de discrimination, de refus arbitraire de services publics, d'aggravation de l'exclusion et d'autres effets négatifs que la crise de la COVID-19 a eu pour les minorités, le HCDH a invité les États à répondre à la COVID-19 par des politiques centrées sur les droits de l'homme. Les répercussions de la pandémie ont été particulièrement néfastes pour toute une série de groupes, parmi lesquels les Roms, les personnes d'ascendance africaine, les personnes d'ascendance asiatique, les minorités religieuses, les minorités parmi la population réfugiée, les demandeurs d'asile, les migrants et les apatrides, et les personnes déplacées dans leur propre pays.

94. Un certain nombre de mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme ont adressé en temps utile des recommandations précises aux États, qui intéressent aussi de près les activités d'autres parties prenantes, sur les mesures fondées sur les droits de l'homme à prendre face à la pandémie de COVID-19, y compris au sujet des droits des minorités.

95. Dans ce contexte mondial difficile, le HCDH a continué de prêter son concours aux États, aux autorités et aux autres acteurs concernés pour faire en sorte que leurs efforts pour mieux reconstruire contribuent simultanément à l'application intégrale de la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, et de leurs obligations relatives aux droits des minorités. À ce titre, il a notamment publié des documents d'orientation sur la COVID-19 et les minorités.

96. Par son action normative et ses activités opérationnelles, le HCDH a contribué à améliorer la sensibilisation aux droits des minorités et à mobiliser l'ensemble du système des Nations Unies en faveur de ces droits. Il a notamment appuyé le réseau du système des Nations Unies pour les questions de la discrimination raciale et de la protection des minorités. Il a aussi prêté assistance à diverses équipes de pays des Nations Unies dans leurs activités consistant à aider les États à intégrer les droits des minorités à tous les niveaux, notamment dans les lois et les politiques.

97. Les mécanismes internationaux des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme ont demandé aux États d'accorder un rang de priorité élevé à la protection des minorités dans le contexte de la pandémie et de renforcer les mécanismes de dialogue pour garantir la participation effective des minorités aux décisions qui les concernent. La promotion de la diversité, le dialogue, et l'inclusion et la participation véritables des minorités, sont consacrés à l'article 4 de la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, et à l'article 25 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et sont fondamentaux pour préserver et promouvoir le développement, la paix et la sécurité.

98. Le HCDH a aussi continué de soutenir la participation des minorités, notamment dans le cadre de son programme révisé de bourses pour les minorités, en affectant 15 boursiers dans des présences du HCDH sur le terrain pour faire en sorte qu'ils jouent tout leur rôle en tant que membres actifs de la société.